



FAGACE

2010 FONDS AFRICAIN DE GARANTIE
ET DE COOPERATION ECONOMIQUE
Rapport Annuel





Rapport Annuel 2010

ORGANISME PUBLIC INTERNATIONAL
01 BP 2045 RP - COTONOU - Fax (229) 21.30.02.84
Tél. (229) 21.30.03.76 / 21.30.08.77
Email : fagace@intnet.bj
Site internet : www.le-fagace.org





Sommaire

Mot du Président

1. *Présentation du FAGACE*

- 1.1. **Création – Objet – Fonctionnement**
- 1.2. **Composition des Organes**
- 1.3. **Ressources**

2. *Organes*

3. *Contexte économique international et situation en Afrique*

- 3.1. **Contexte économique international**
- 3.2. **Situation en Afrique**

4. *Activités de l'exercice*

- 4.1. **Réunions des instances**
- 4.2. **Activités de la Direction Générale**
 - 4.2.1. *Activités Administratives*
 - 4.2.2. *Activités juridiques*
 - 4.2.3. *Activités Opérationnelles*
 - 4.2.4. *Coopération et développement*
 - 4.2.5. *Activités de la Représentation en Afrique Centrale*
 - 4.2.6. *Situation financière*
 - 4.2.7. *Vérification interne et externe*

5. *Annexes*

- 5.1. **Organigramme**
- 5.2. **Bilan des interventions**
- 5.3. **Bilan et compte de résultat**
- 5.4. **Lettre de certification du Commissaire aux comptes**

LISTES DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BFA	Banque Pour le Financement de l'Agriculture
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Épargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO
BIM	Banque Islamique de la Mauritanie
BIS	Banque Islamique du Sénégal
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
BTP	Bâtiment Travaux Publics
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Cameroun
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africain
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie Bancaire de la Côte d'Ivoire
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FCI	Finances Conseils Investissements
FED	Fonds Européen de Développement
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africain
Groupe ETI	Groupe Ecobank Transnational Incorporated
GTA/C2A	Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine
IBCG	Industrie Béninoise des Corps Gras
IDE	Investissement Direct Etranger
MLT	Moyen et Long Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
PMEX/COOPEX	Petites et Moyennes Entreprises Exportatrices/Coopératives Exportatrices
SCIE	Société de Commercialisation d'Informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de Distribution d'Énergie Electrique
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque

Mot du Président



L'exercice 2010 a été marqué par une lente reprise de la croissance économique mondiale.

En Afrique notamment les zones UEMOA et CEMAC dans lesquelles évolue le FAGACE, une amélioration du taux de croissance économique a été enregistrée. Le Rwanda et la Mauritanie qui sont en dehors de ces deux zones ont affichés des taux de croissance qui témoignent de la reprise économique globale sur le continent.

C'est dans ce contexte plutôt favorable que le Fonds a mené ses activités avec pour objectif principal de renforcer ses capacités opérationnelles à travers la mobilisation de nouvelles ressources financières.

Ainsi, l'Institution a poursuivi sa politique d'ouverture en vue de l'adhésion de nouveaux Etats. Les efforts fournis durant cette période ont permis de noter une évolution significative du processus d'adhésion de la République du Congo dont la prise effective de participation au capital social du Fonds devrait intervenir au cours de l'exercice prochain.

Aussi, les Etats membres ont réitéré leur attachement à l'Institution en décidant de renforcer ses capacités d'intervention par l'appel d'une tranche de capital d'un montant de 16,3 milliards de FCFA.

Au plan opérationnel, les activités de l'exercice ont principalement concerné l'identification de nouvelles opérations, le recouvrement des créances, le suivi des projets en difficultés et la revue de portefeuille.

Ce qui a contribué à l'obtention, au plan financier, d'un résultat net positif de 7,3 milliards de FCFA. Cette performance se justifie également par la maîtrise des charges d'exploitation qui ont été réduites de 30%.

S'agissant du volet coopération, l'exercice a été marqué par le renforcement des relations avec les Etats membres qui ont constamment apporté leur soutien à la nouvelle Direction Générale. Aussi, les relations de coopération avec les Institutions financières nationales et internationales ainsi que les organismes de développement ont-elles été redynamisées.

Les tendances globales observées augurent de bonnes perspectives de développement pour notre Institution commune qui sans doute accompagnera le financement de nouveaux projets à partir de l'exercice 2011.

M. Charles Koffi DIBY

*Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire
Président du Conseil des Gouverneurs*





PRÉSENTATION
DU
FAGACE







1. Présentation du FAGACE

1.1. Création - Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est un Etablissement Public International à caractère économique et financier, spécialisé dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

Etats Membres

Les Etats membres effectifs au nombre de douze (12) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo.

Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

Formes d'intervention

Le Fonds garantit les prêts à court, moyen et/ ou long terme, accorde des bonifications intérêt et des allongements de la durée des crédits, finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions, prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales, assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.

Domaines d'intervention.

Le Fonds intervient dans les secteurs de l'industrie, du développement rural (agriculture, élevage, agro-industrie), des infrastructures de base (Télécommunications, énergie, immobilier), du commerce, de production de biens et services (transport, hôtellerie, santé, éducation), des microfinances et des PME, PMI.

Bénéficiaires

Les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements, les entreprises privées ou mixtes, les institutions financières nationales, les organismes régionaux peuvent bénéficier des interventions du Fonds.



Présentation du FAGACE

1.2. Organes d'administration et de gestion

Le Fonds est administré par le Conseil des Gouverneurs qui délègue ses pouvoirs au Conseil d'Administration. La gestion courante est assurée par le Directeur Général qui est le représentant légal de l'Institution.

1.3. Ressources

Les ressources du Fonds proviennent des versements des Etats membres au titre de la libération du capital souscrit ; des emprunts ; des subventions (dons, legs et libéralités) ; de la rémunération des engagements d'aval et d'allongement de la durée de crédit ou de toutes autres ressources provenant de ses activités.

Au 31 décembre 2010, le capital social autorisé est de 100 milliards de FCFA.



ORGANES





Organe

CONSEILS DES GOUVERNEURS

PRESIDENT

CÔTE-D'IVOIRE

M. Koffi Charles DIBY

Ministre délégué auprès du 1^{er} Ministre chargé de l'Economie et des Finances

MEMBRES

BENIN

M. Idriss DAOUDA

Ministre des Finances et de l'Economie

BURKINA-FASO

M. Lucien Marie Noël BEMBEMBA

Ministre de l'Economie et des Finances

CAMEROUN

M. ESSIMI MENYE

Ministre des Finances

CENTRAFRIQUE

M. Albert BESSE

Ministre des Finances et du Budget

GUINEE-BISSAU

M. Mario VAZ

Ministre des Finances

MALI

M. Sanoussi TOURE

Ministre de l'Economie et des Finances

MAURITANIE

M. AHMED OULD MOULAYE AHMED

Ministre des Finances

NIGER

M. Mamane Malam ANNOU

Ministre de l'Economie et des Finances

Organe

CONSEILS DES GOUVERNEURS *(suite et fin)*

RWANDA

M. John RWANGOMBWA

Ministre des Finances et de la Planification Economique

SENEGAL

M. Abdoulaye DIOP

Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances

TOGO

M. Adjé Othéth AYASSOR

Ministre des Finances du Budget et des Privatisations

Organe

CONSEILS D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

CÔTE D'IVOIRE

M. TOURE Abou

Directeur de la Prévion et de la Conjoncture Economique

MEMBRES

BENIN

M. Bertrand CODJIA

Directeur Général du Budget au Ministère des Finances et de l'Economie

M. Zacharie Richard AKPLOGAN

Directeur de l'Intégration Africaine au Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et des Béninois de l'Extérieur

BURKINA-FASO

M. Antoine ZOUNGRANA

Conseiller Technique du Ministre de l'Economie et des Finances

M. Inoussa OUIMINGA

Directeur de la Coopération Bilatérale au Ministère des Finances et du Budget

CAMEROUN

M. Edou NGUEMA

Chef de Division de la Coopération Monétaire et Financière Internationale

M. Abdoulaye HAYATOU

Chargé d'Etudes au Secrétariat Général du Ministère des Finances

CENTRAFRIQUE

M. Victor MAZANGA

Directeur des investissements Publics au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

M. Gaston Bertrand KOLIOS

Directeur de Cabinet du Ministre des Finances et du Budget

Organe

CONSEILS D'ADMINISTRATION

CÔTE D'IVOIRE

M. TOURE Abou

Directeur de la Prévision et de la Conjoncture Economique

M. OUATTARA Siriki

Juriste, Sous - Directeur Chargé des Relations avec le Secteur Privé à la Direction des Affaires Economiques Extérieures et de l'Intégration

GUINEE BISSAU

M. Fernando BIAGUE

Directeur Général de Supervision d'Assurance au Ministère des Finances

M. Fernando Buli INJAI

Directeur Général de l'Economie et du Développement

MALI

M. Aboubakar Sidiki WALBANI

Directeur Général de la Dette Publique au Ministère de l'Economie et des Finances

M. Abou Dramane OUATTARA

Chef du Département en charge des Questions Economiques et Financières au Secrétariat de la Commission Nationale pour l'Intégration Africaine

MAURITANIE

M. Cheikh Ould Sid Ahmed

Conseiller Technique du Ministre des Finances

M. Ali KANE

Chargé de mission

NIGER

M. Dan Maradi Adam ABDOULAYE

Secrétaire Général

M. Saïdou GAMBO

Directeur de la Dette Publique au Ministère de l'Economie et des Finances

Organe

CONSEILS D'ADMINISTRATION *(suite et fin)*

RWANDA

M. Edison NYANDWI

*Chargé de la Planification, Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale*

SENEGAL

M. Mor SALL

Directeur Général des Finances

M. Mamadou Makhtar GUEYE

*Directeur de l'Intégration Economique Africaine au Ministère des Affaires
Etrangères, de l'Union Africaine et des Sénégalais de l'Extérieur*

TOGO

M. Badawasso T. GNARO

Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances

M. Mawussi D. SEMODJI

Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances

DIRECTION GENERALE

M. Henri-Marie J. DONDRA

Directeur Général





**CONTEXTE ECONOMIQUE
INTERNATIONAL
ET SITUATION EN AFRIQUE**





3. Contexte économique international et situation en Afrique

3.1. Contexte économique international

L'année 2010 a été marquée par une lente reprise de la croissance économique mondiale. Après un repli estimé à 2,2 % en 2009, le taux de croissance a progressé de 3,9 % en 2010.

Cette progression a pour origine principale les politiques monétaires accommodantes des pays à revenu élevé qui ont favorisé les entrées de capitaux.

La situation économique mondiale 2010, analysée par région se présente comme suit :

Aux Etats Unis, on note une amélioration du taux de croissance qui est ressorti positif à 3,2% en 2010 contre le négatif de 2,4% enregistré en 2009.

L'Europe et l'Asie centrale ont connu une reprise de croissance avec un accroissement du PIB de 4,7% en 2010. Cette reprise se traduit par les profondes restructurations économiques de ces pays.

La région Asie de l'Est et Pacifique a vu sa croissance économique s'améliorer de 9,3% en 2010 contre 7,3% en 2009, elle a été le moteur de la croissance mondiale. La croissance régionale a été tirée par la Chine, dont le PIB, s'est inscrit à 10 % en 2010 contre 8,4% en 2009. L'économie du Japon s'est, de son côté relevée en 2010 d'une sévère récession subie lors de la crise mondiale. Son PIB, qui s'était contracté de 1,2% en termes réels en 2008 a crû de 3,9% en 2010.

La région de l'Amérique Latine et des Caraïbes est sortie de la crise mondiale dans des conditions satisfaisantes avec une hausse de croissance de PIB de 5,7 % en 2010 contre un PIB négatif de 2,2% en 2009. Cette relance est favorisée par de nouvelles mesures de gestion budgétaire, l'amélioration des termes de l'échange et un solide soutien de la politique monétaire.

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord se remettent de la crise financière de même que les autres régions ; la croissance de leur PIB est ressortie positive atteignant 3,3 % en 2010 contre 1,6 % en 2009. Cette légère reprise se justifie par la hausse des prix du pétrole, et par les effets des programmes de relance budgétaire.

Les pays en développement ont enregistré une large progression du taux de croissance pour atteindre 6,2% en 2010 contre 1,2% en 2009. Cette reprise est due à la poursuite d'importants programmes de développement des infrastructures, à la reprise des flux de capitaux internationaux.

3.2. Situation en Afrique

L'Afrique globalement marque un rebond après la crise économique mondiale avec un taux de croissance de 4,5% en 2010 contre 1,6% en 2009.



Contexte économique international et situation en Afrique

La croissance de l'économie africaine, s'explique essentiellement par la hausse des cours des produits pétroliers, des productions minières et par la reprise des investissements directs étrangers (IDE).

L'Afrique australe s'est également améliorée et le taux de croissance s'établit à 4,6 % en 2010 contre 2 % en 2009. Les économies de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord se sont appréciées légèrement avec un taux de croissance respectifs de 4,6% et 4,1% en 2010 dépassant respectivement les taux de 4,2% et 3,3% enregistrés en 2009.

L'Afrique subsaharienne a enregistré une augmentation de PIB qui s'est établi à un taux estimé à 4,7% en 2010, ce qui marque une forte reprise si l'on considère que ce taux n'était que de 1,7% en 2009.

La zone CEMAC a enregistré une amélioration de la croissance économique en passant de 2,1% en 2009 à 4% en 2010, sous l'effet d'une hausse de la production de pétrole brut et de gaz, ainsi que de la bonne tenue du secteur minier, de l'accroissement des investissements publics et privés. Deux des Etats membres du Fonds sont dans cette zone (Cameroun et République Centrafricaine).

La zone l'UEMOA a enregistré un taux de croissance honorable de 4,3% en 2010. Cette performance est notamment due à la bonne tenue du secteur primaire, du BTP, et du secteur tertiaire, notamment les télécommunications. Huit (08) des douze Etats membres actuels du FAGACE sont situés dans l'espace UEMOA.

Par pays, les performances de la zone UEMOA se présentent comme suit : le Mali avec une croissance de 5,8%, suivi du Burkina Faso (5,5%), du Niger (4,6%), de la Guinée-Bissau (4,5%), du Togo (3,5%), du Sénégal (3,4%), de Côte d'Ivoire (3%) et du Bénin (2,8%). Le taux de croissance moyen pour les huit pays de l'UEMOA a été de l'ordre de 3% pour l'année 2010.

*Sources : Banque Mondiale ; Perspectives pour l'économie mondiale, publié le 21 janvier 2011
Rapport des Nations Unies (Janvier 2011)*



**ACTIVITES
DE
L'EXERCICE**





4. Activités de l'exercice

L'exercice s'est déroulé dans un contexte économique et financier marqué par l'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle phase caractérisée par une croissance plus lente. Au plan interne, le fait important à souligner est la mise en œuvre du plan de redressement à court terme (PRCT). Le résultat obtenu en 2010 reflète les efforts de maîtrise des charges combinés aux résultats des travaux d'assainissement du portefeuille de garantie dont l'avantage est d'améliorer les fonds propres de l'Institution.

4.1. Réunions des instances

Au cours de cet exercice, le Conseil des Gouverneurs s'est réuni en sa 2^{ième} session ordinaire le 12 février 2010. Une session extraordinaire s'est tenue le 31 mai 2010.

Le Conseil d'Administration s'est quant à lui réuni deux fois en sessions ordinaires. Il s'agit de la 32^{ième} session qui s'est tenue le 11 février 2010 et de la 33^{ième} session tenue le 29 mai 2010.

● *Le Conseil des Gouverneurs*

La deuxième session ordinaire et la session extraordinaire étaient présidées respectivement par Monsieur Pierre TITTI, Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances de la République du Cameroun et Monsieur Charles Koffi DIBY, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire.

Au cours de la 2^{ième} session ordinaire, les états financiers et les rapports du Commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2008 ont été adoptés. Le Conseil des Gouverneurs a décidé de la nomination de Monsieur Henri-Marie J. DONDRA au poste de Directeur Général en remplacement de Monsieur Libasse SAMB. Enfin, le Conseil a confié pour l'exercice 2010, la présidence des Instances de l'Institution à la République de Côte d'Ivoire conformément au principe de rotation.

Lors de sa session extraordinaire, le Conseil des Gouverneurs a appelé une tranche du capital pour un montant de 16.300 millions de FCFA à libérer sur une période de 03 ans à compter de juillet 2011. Les états financiers de l'exercice 2009 ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes ont également été adoptés.

● *Le Conseil d'Administration*

Les 32^{ième} et 33^{ième} sessions ordinaires du Conseil d'Administration ont été présidées par Messieurs EDOU NGUEMA, et Abou TOURE, respectivement Administrateurs du Fonds au titre de la République du Cameroun et de la République de Côte d'Ivoire.

Au cours de la 32^{ième} session ordinaire, le rapport d'activité 2008, le Budget de l'exercice 2010, le Plan de redressement à Court Terme (PRCT 2010-2011) ont été adoptés. Le Conseil d'Administration a également approuvé les états financiers, les rapports du Commissaire aux comptes pour l'exercice 2008 et a recommandé leur adoption au Conseil des Gouverneurs.

Activités de l'exercice

Au cours de la 33^{ème} session, l'exécution du Budget 2009 ainsi que le rapport d'activités du même exercice ont été approuvés. Les états financiers et les rapports du Commissaire aux comptes pour l'exercice 2009 ont été approuvés et soumis à l'adoption du Conseil des Gouverneurs.

4.2. Activités de la Direction Générale

Les activités de la Direction Générale au cours de l'année 2010 portent essentiellement sur les activités administratives et juridiques, financières et de coopération de l'Institution avec les Etats membres.

4.2.1 Activités administratives

Les activités administratives ont concerné pour l'essentiel la réorganisation des services et la dynamisation de la gestion des ressources humaines.

4.2.2 Activités juridiques

Les activités juridiques ont concerné le suivi juridique des projets garantis, la gestion des dossiers en difficulté et en contentieux ainsi que la rédaction des accords, conventions, résolution et décision des instances

4.2.3 Activités opérationnelles

4.2.3.1. Identification de projets

Au cours de l'exercice, le Fonds a reçu 20 dossiers de demande d'intervention dont 17 en aval portant sur un montant global de 114,183 millions de FCFA et 3 en bonification de taux d'intérêt. Ces dossiers ont fait l'objet d'un examen détaillé et ont été classifiés selon leur niveau de maturité en vue d'une évaluation finale afin de les soumettre au Conseil d'Administration pour examen et approbation.

Les demandes de garantie reçues et examinées se présentent comme suit :

Type de crédit	Nombre de projets	Montant du crédit sollicité (en millions de FCFA)	%
Crédit d'investissement	15	102 183	89,50
Emprunt obligataire	1	10 000	8,75
Crédit de campagne	1	2 000	1,75
Total	17	114 183	100
Montant moyen par dossier		6 716	

Activités de l'exercice

Le tableau ci-dessus révèle un besoin réel en garantie pour le financement des projets de développement dans les Etats membres. Les requêtes adressées au Fonds proviennent de sept (7) Etats membres et concernent les crédits d'investissement et les emprunts obligataires à hauteur respectivement de 89,5% et de 8,75%.

- *Les demandes d'intervention en bonification de taux d'intérêt*

La Direction Générale a reçu trois projets de demande de bonification en provenance de deux (2) Etats membres ; le montant des crédits sollicités auprès des banques (Eximbank China et BIDC) est de 19 327 M de FCFA.

4.2.3.2 Approbations nouvelles

L'exercice a été marqué par la mise en œuvre du plan de redressement à court terme (PRCT 2010-2011). Aucun dossier de demande d'intervention n'a été soumis au Conseil d'Administration pour approbation. Toutefois, les dossiers reçus ont été analysés en vue de leur éventuelle soumission aux Instances décisionnelles.

- *Bilan des interventions*

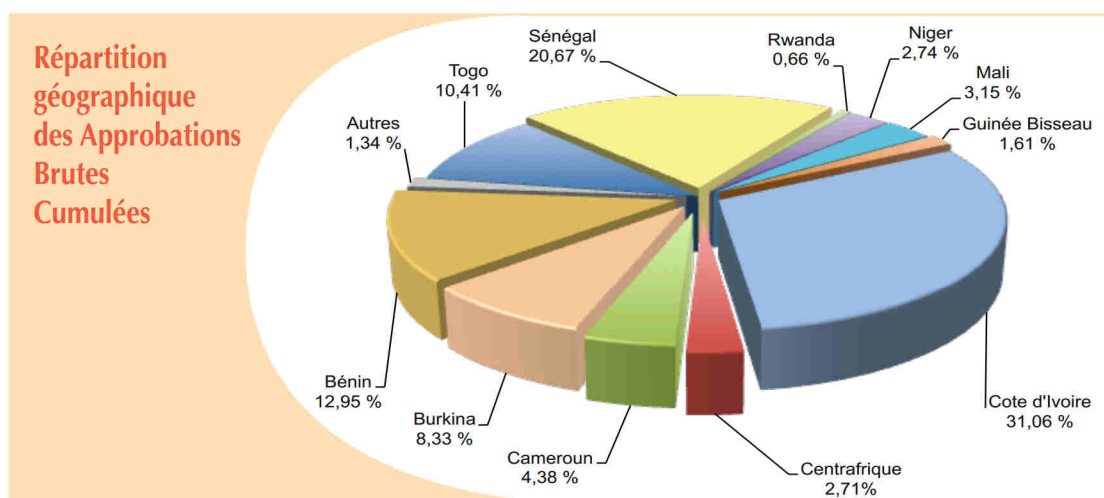
Les engagements cumulés se présentent comme suit :

- *Garantie*

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 279 514,54 millions de FCFA au 31 décembre 2010

Pays	Nombre de Projets	Garantie	Total (%)
Benin	34	36 198,30	12,95
Burkina-Faso	21	23 271,00	8,33
Cameroun	9	12 237,50	4,38
Centrafrique	6	7 580,00	2,71
Côte d'Ivoire	59	86 807,94	31,06
Guinée Bissau	1	4 500,00	1,61
Mali	8	8 817,00	3,15
Niger	6	7 647,80	2,74
Rwanda	4	1 838,00	0,66
Sénégal	44	57 782,00	20,67
Togo	14	29 085,00	10,41
Autres	2	3 750,00	1,34
TOTAL	208	279 514,54	100,00

Activités de l'exercice



en faveur de 208 projets dans 11 Etats membres.

La répartition des interventions par pays reflète notamment le dynamisme de chaque Etat. La Côte d'Ivoire et le Sénégal continuent comme par le passé de figurer au nombre des principaux bénéficiaires avec respectivement 31,06 % et 20,67 % des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2010.

Activités de l'exercice

APPROBATIONS CUMULÉES PAR INSTITUTION (PARTENAIRE FINANCIER)

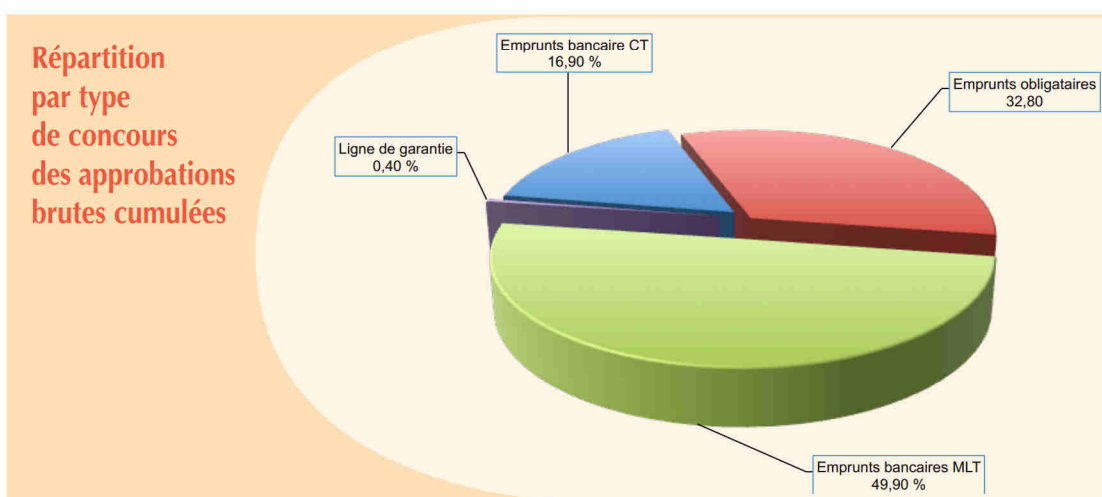
Institutions	Nombre de Projet	Montant (MFCFA)	%
AFD	3	6 925,00	2,48
BACB	3	1 373,00	0,49
BACI	5	1 783,00	0,64
Banque Atlantique CI	5	5 429,99	1,94
BCB	2	350,00	0,13
BDEAC	4	4 880,00	1,75
BFA	8	8 770,00	3,14
BIA NIGER	1	424,80	0,15
BIB	2	350,00	0,13
BIBE	2	600,00	0,21
BICEC	2	800,00	0,29
BICIA-B	1	308,75	0,11
BICIS	3	1 367,08	0,49
BID	1	3 278,91	1,17
BIM	1	400,00	0,14
BIS	2	300,00	0,11
BNDA	1	366,40	0,13
BOAD	23	40 914,00	14,64
BRD	4	1 838,00	0,66
BRIC	2	4 180,00	1,50
BST	4	1 244,88	0,45
BTCI	3	3 208,00	1,15
CBAO	8	8 834,00	3,16
CBCA/BICA	2	1 300,00	0,47
COBACI	4	5 700,00	2,04
CONTINENTAL BANK	3	6 240,00	2,23
CREDIT LYONNAIS	1	480,00	0,17
FINANCIAL BANK	2	900,00	0,32
FIRST BANK NIGERIA	1	4 500,00	1,61
FORTIS BANK	1	2500,00	0,89
FPE	1	360,00	0,13
GROUPE BOA	7	4304,50	1,54
GROUPE BSIC	7	3 314,00	1,19
GROUPE ECOBANK	19	14 978,72	5,36
Groupe Sté Générales de Banques	8	2 472,66	0,88
GTA-C2A	1	2 500,00	0,89
JACOBSEN ELEKTRO	1	3 000,00	1,07
MARCHE FINANCIER	33	90 478,60	32,37
OMNIFINANCE	2	307,00	0,11
POOL BANCAIRE	6	11 771,50	4,21
UTB	1	400,00	0,14
VERSUS BANK	2	3 500,00	1,25
AUTRES	16	22 581,75	8,08
TOTAL	208	279 514,54	100,00

Activités de l'exercice

Il ressort du tableau que le marché financier demeure le principal partenaire avec 32,37% des engagements cumulés garantis suivi de la BOAD avec 14,64 %. Le reste des interventions concerne essentiellement les banques commerciales.

RÉPARTITION PAR TYPE DE CONCOURS			
Nature	Nombre de Projet	Montant (MFCFA)	%
Emprunts bancaires MLT	131	139 597,54	49,9
Emprunts obligataires	33	91 618,00	32,8
Emprunts bancaires CT	43	47 299,00	16,9
Ligne de Garantie	1	1 000,00	0,4
TOTAL	208	279 514,54	100,00

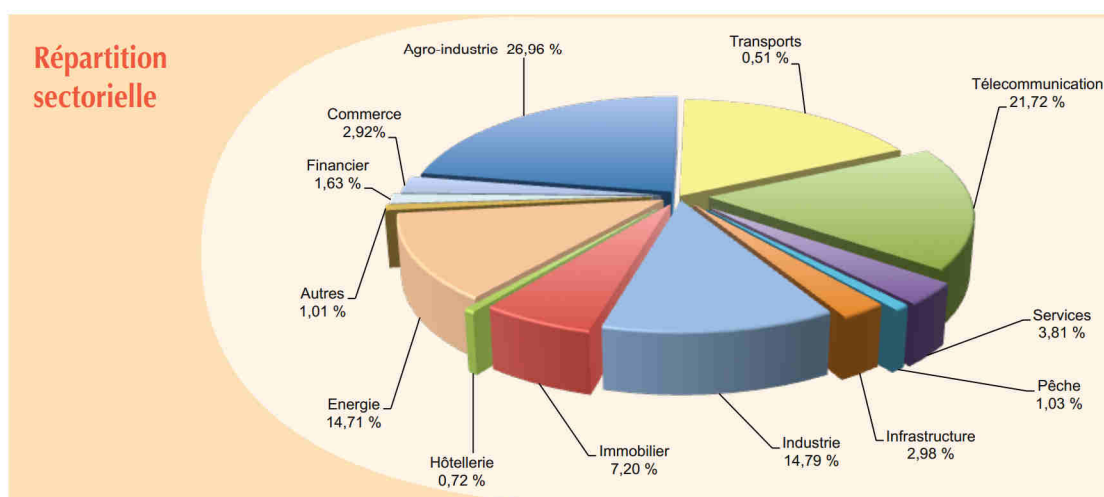
Les emprunts bancaires s'élèvent à 186 896,54 millions de FCFA et représentent environ 2/3 des montants garantis cumulés au 31 décembre 2010.



Activités de l'exercice

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

Secteur d'activités	Montant (MFCFA)	%
Energie	41 125,00	14,71
Hôtellerie	2 004,00	0,72
Immobilier	20 118,00	7,20
Industrie	41 344,80	14,79
Infrastructure	8 319,00	2,98
Pêche	2 883,00	1,03
Services	10 654,00	3,81
Télécommunications	60 723,00	21,72
Transports	1 434,00	0,51
Agro-industrie	75 349,74	26,96
Commerce	8 160,00	2,92
Financier	4 566,00	1,63
Autres	2 834,00	1,01
TOTAL	279 514,54	100,00



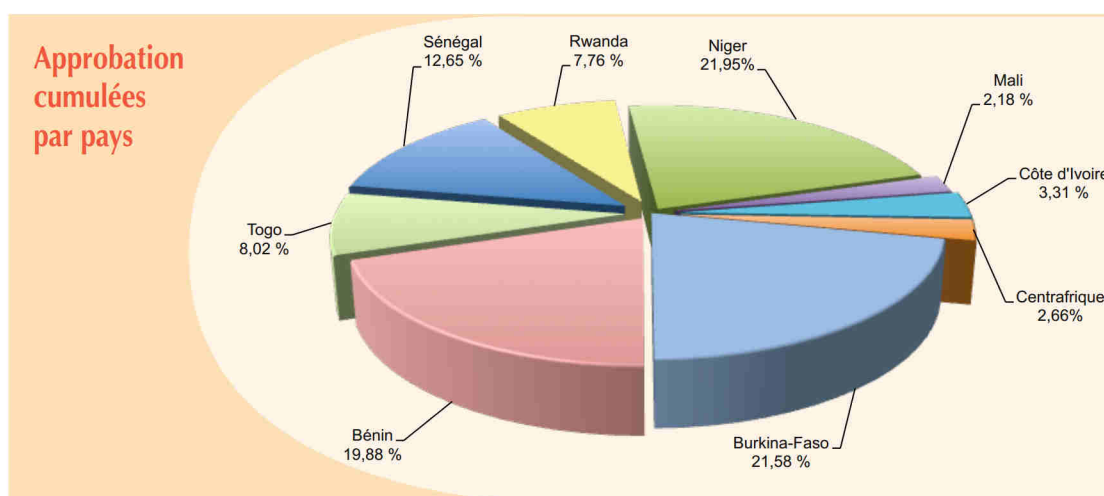
Activités de l'exercice

Les engagements sont concentrés autour de quatre activités principales à hauteur de 78,18 % : Agro-industrie (26,96%), Télécommunications (21,72%), Industrie (14,79%) et Energie (14,71%). Cette forte concentration s'explique par l'importance desdites activités dans les économies nationales d'une part, et par la forte demande de financement émanant des entreprises publiques et des sociétés privées, d'autre part.

- *Bonification*

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 5 938,52 millions de FCFA au 31 décembre 2010 en faveur de 45 projets situés dans 09 Etats membres.

Pays	Nombre de Projets	Montant	%
BENIN	6	1 180,83	19,88
BURKINA FASO	9	1 281,72	21,58
CENTRAFRIQUE	1	158,00	2,66
CÔTE D'IVOIRE	1	196,67	3,31
MALI	1	129,38	2,18
NIGER	8	1 303,77	21,95
RWANDA	8	460,92	7,76
SENEGAL	7	751,14	12,65
TOGO	4	476,09	8,02
TOTAL	45	5 938,52	100,00



Activités de l'exercice

Le Niger, le Bénin et le Burkina Faso sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

- *Prise de participation*

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 380 millions de FCFA au 31 décembre 2010 en faveur de neuf (09) projets dont sept (07) régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente comme suit :

RÉPARTITION PAR BÉNÉFICIAIRE			
Société	Capital (MFCFA)	Participation	
		Montant (MFCFA)	En % du capital
ASE	153,00	10,00	6,50
Cauris Investissement	5 000,00	225,00	5,00
BRVM	2 904,32	100,00	3,40
DC/BR	1 461,52	50,00	3,40
SCIE	650,00	50,00	7,69
Atlantic Financial Group	20 000,00	500,00	2,50
SP-FAB	500,00	45,00	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	1 940,29	100,00	4,54
BRIC	250,00	300,00	0,12
TOTAL	32 859,13	1 380,00	

- *Allongement de la durée de crédit*

Au 31 décembre 2010, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

- *Suivi des projets*

Dans le cadre du suivi des projets, un accent particulier a été mis sur le recouvrement des créances nées des commissions d'aval et des appels de garantie.

Aussi, douze (12) projets répartis dans quatre (04) Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Niger et Cameroun) ont-ils fait l'objet de supervision.



Activités de l'exercice

4.2.4 Coopération et développement

L'exercice a été marqué par la poursuite de la coopération avec les Etats membres et/ou Institutions et l'intensification des démarches relatives à l'ouverture du Fonds.

Au plan de la communication, l'année 2010 a été marquée par l'organisation de la table ronde à Bangui sur la problématique de financement du secteur privé en République Centrafricaine.

4.2.5 Activités de la représentation régionale

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de redressement à court terme, les activités ont porté sur le suivi et l'identification des projets.

4.2.6 Situation financière

L'année 2010 s'inscrit dans une tendance bénéficiaire contrairement aux trois précédentes années.

En effet, le résultat de l'exercice 2010 est bénéficiaire de 7 312 509 475 FCFA contre une perte de 4 044 948 756 FCFA enregistrée en 2009.

Le résumé des états financiers sur la période sous revue se présente comme suit.

Activités de l'exercice

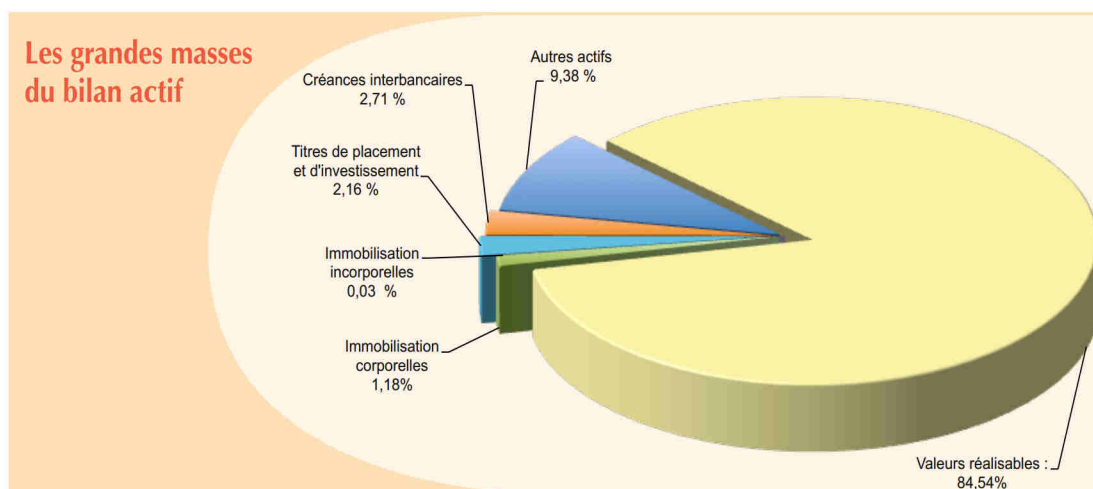
4.2.6.1 Bilan

Le total du bilan au 31 décembre 2010 s'élève à 100 870 976 810 FCFA contre 100 720 369 227 FCFA en 2009 et s'analyse comme suit :

- *Actif*

L'actif du Fonds au 31 décembre 2010 est présenté dans le tableau ci-après (en FCFA) :

ACTIF		
ELEMENTS	2009 (PM)	2010
Créances interbancaires	1 809 353 053	2 743 655 107
Titres de placement	484 395 767	463 440 784
Titres d'investissement	2 134 452 974	1 720 522 612
Immobilisations financières	272 148 426	222 148 428
Immobilisations incorporelles	141 074 189	28 135 759
Immobilisations corporelles	1 653 316 840	1 193 595 670
Actionnaires ou associés	86 307 846 906	85 306 398 906
Autres actifs	7 724 331 295	9 136 046 879
Comptes d'ordre et divers	193 449 777	57 032 665
Total	100 720 369 227	100 870 976 810



Activités de l'exercice

- *Créances interbancaires*

Les créances interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élevaient à 2 743 655 107 FCFA et sont en augmentation de 51,64% par rapport à l'exercice 2009.

- *Titres de placement*

En légère baisse de 4,33% en 2010 ils se chiffrent à 463 440 784 FCFA contre 484 395 767 FCFA en 2009. Cette diminution s'explique par les fluctuations enregistrées sur les valeurs du fait de l'arrivée à maturité de certains titres.

- *Titres d'investissement*

Les titres d'investissement ont connu une régression de 19,39% au cours de la période sous revue, passant de 2 134 452 974 FCFA en 2009 à 1 720 522 612 FCFA en 2010 en raison de la cession partielle de certains titres.

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières concernent les titres de participation. Elles ont légèrement régressé et s'élevaient à 222 148 428 FCFA cette année contre 272 148 426 FCFA en 2009, suite à un retraitement de certains titres notamment ECOBANK.

- *Immobilisations incorporelles et corporelles*

Elles sont constituées des valeurs incorporelles (frais d'études) et corporelles, (terrains et constructions etc.). Elles s'élevaient à 1 221 731 429 FCFA en 2010 contre 1 794 391 029 FCFA en 2009 soit une baisse de 31,91% due aux amortissements.

- *Actionnaires et associés*

On note un léger recul du compte Actionnaire de 1,16% en 2010.

- *Autres Actifs*

Essentiellement composé des débiteurs divers, la mise en jeu de la signature du Fonds a entraîné une augmentation de 22,16% de ce poste. Il se chiffre à 9 136 046 879 FCFA en 2010 contre 7 724 331 295 FCFA en 2009.

- *Comptes d'ordre et divers*

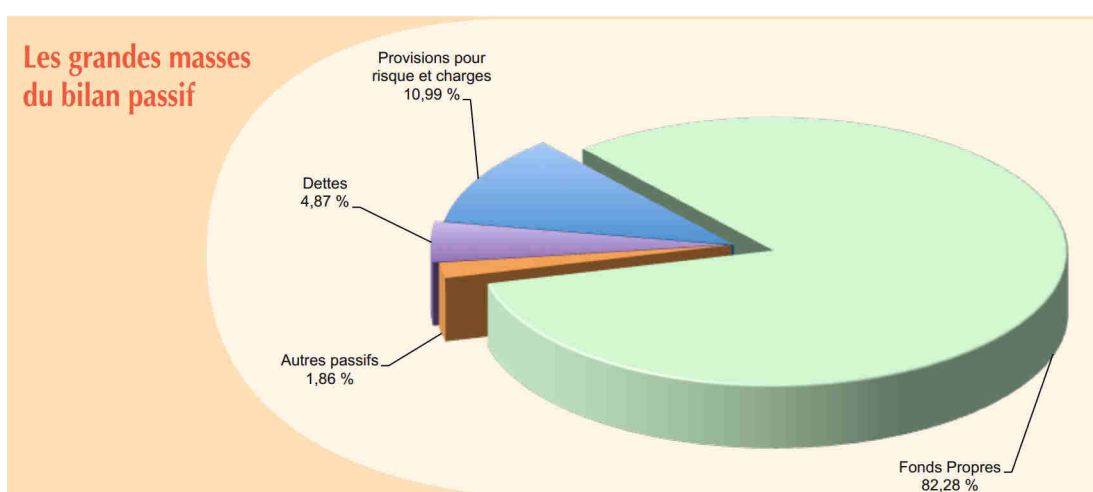
Il est constitué des intérêts et commissions à percevoir par le Fonds au titre de l'exercice. Au 31 décembre 2010, les comptes d'ordre et divers connaissent une diminution de 70,52% par rapport à l'année précédente, passant de 193 449 777 FCFA en 2009 à 57 032 665 FCFA en 2010.

Activités de l'exercice

- *Passif*

Le passif du Fonds se présente comme ci-après, au 31 décembre 2010 (en FCFA) :

PASSIF		
ELEMENTS	2009 (PM)	2010
Dettes interbancaires	1 865 878 991	1 129 487 033
Dettes à l'égard de la clientèle	3 800 000 000	3 800 000 000
Autres passifs	714 112 433	875 089 911
Comptes d'ordre et divers	1 025 770 957	1 010 651 198
Provisions pour risques et charges	17 687 983 745	11 116 616 092
Capital	100 000 000 000	100 000 000 000
Primes liées au capital	100 000 000	100 000 000
Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066
Ecart de réévaluation	2 344 555 864	2 344 555 864
Report à nouveau	-24 836 446 073	-28 881 394 829
Résultat	-4 044 948 756	7 312 509 475
Total	100 720 369 227	100 870 976 810





Activités de l'exercice

- *Dettes interbancaires*

Elles concernent les comptes courants débiteurs. On enregistre une baisse de 39,47% en 2010 en raison des remboursements intervenus au cours de l'exercice.

- *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle (3 800 000 000 FCFA) sont restées à leur niveau de 2009.

- *Autres passifs*

Les autres passifs se chiffrent à 875 089 911 FCFA en 2010 contre 714 112 433 FCFA en 2009. Le poste concerne des prestataires de services et les caisses de sécurité sociale.

- *Comptes d'ordre et divers passifs*

Les comptes d'ordre et divers passifs sont constitués des intérêts et autres honoraires. Ils passent de 1 025 770 957 FCFA en 2009 à 1 010 651 198 FCFA en 2010 soit une régression de 1,47% due à la baisse des charges d'intérêts à payer sur les activités d'intermédiation.

- *Provisions pour risques et charges*

La revue du portefeuille a entraîné une reprise de provisions. Ce poste baisse de 37,15% et passe de 17 687 983 745 FCFA en 2009 à 11 116 616 092 FCFA en 2010.

- *Capitaux propres*

Les capitaux propres sont constitués du capital, des primes liées au capital, des réserves, de l'écart de réévaluation, du report à nouveau et du résultat de l'exercice.

- *Engagements hors bilan*

Les engagements donnés s'élèvent à 59 753 930 000 FCFA contre 73 084 710 000 FCFA en 2009 et concernent les projets garantis dans les Etats membres. Cette baisse enregistrée depuis 2008 est due à l'arrêt des activités opérationnelles de l'institution.

4.2.6.1.1 *Comptes de résultat*

L'exercice 2010 a enregistré un bénéfice de 7 312 509 475 FCFA contre une perte de 4 044 948 756 FCFA en 2009. Le détail des comptes de charges et de produits se présentent comme suit :

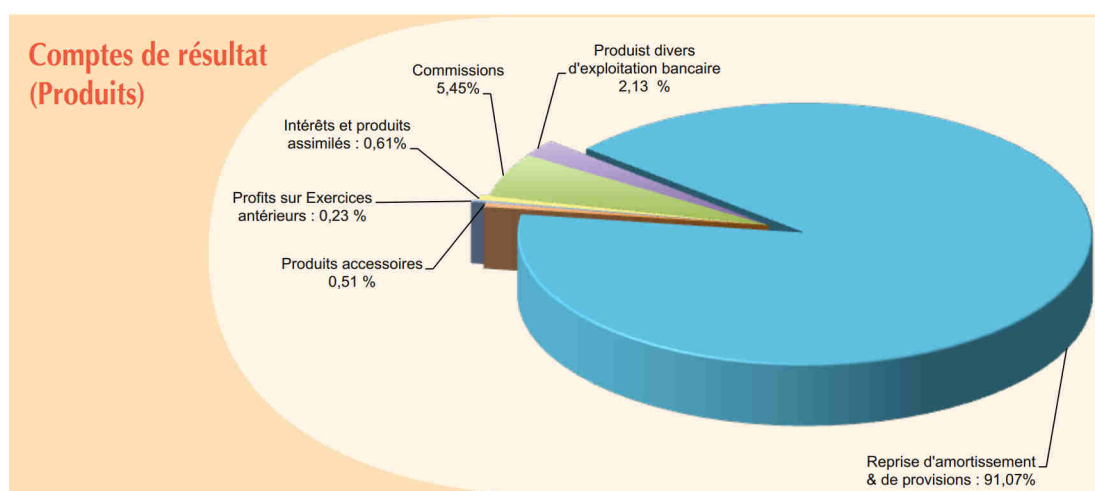
Activités de l'exercice

4.2.6.1.2 Produits

COMPTES RÉSULTAT		
ELEMENTS	2009 (PM)	2010
Intérêts et produits assimilés	278 039 118	154 412 902
Commissions	1 584 609 051	1 385 652 596
Produits divers d'exploitation bancaire		540 481 094
Reprise d'amort. & de provisions		23 146 608 825
Produits accessoires	361 951 145	130 590 626
Profits sur exercices antérieurs	15 129 616	58 860 108
Total des produits	2 239 728 930	25 416 606 151

Le compte de résultat 2010 appelle les commentaires suivants :

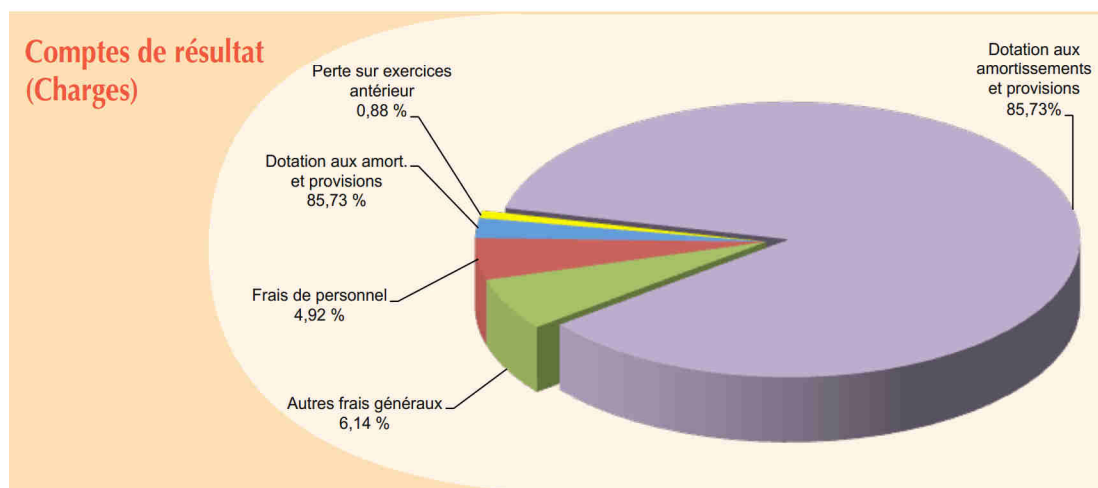
Les produits de service issus des activités de garantie ont baissé de 12,56%, passant de 1 584 609 051 FCFA en 2009 à 1 385 652 596 FCFA en 2010. Ils contribuent ainsi pour 61,04% aux revenus de l'Institution.



Activités de l'exercice

4.2.6.1.3 Charges

CHARGES		
ELEMENTS	2009 (PM)	2010
Intérêts et charges assimilés	696 045 605	414 660 629
Frais de personnel	969 734 792	875 596 805
Autres frais généraux	1 044 808 787	1 092 784 979
Dotations aux amortissements et provisions	3 351 682 425	15 563 725 555
Pertes sur exercice antérieur	222 406 077	157 328 708
Total des charges	6 284 677 686	18 104 096 676
Résultat de l'exercice	-4 044 948 756	7 312 509 475



Les charges de fonctionnement concernent les intérêts et charges assimilées, les frais de personnel, les frais généraux et les dotations aux amortissements.

Les intérêts et charges assimilées connaissent une baisse de 40,43% au cours de la période, passant de



Activités de l'exercice

696 045 605 en 2009 à 414 660 629 FCFA en 2010 en raison du remboursement partiel des engagements auprès des institutions financières (crédit spot BOA et engagement HYPOSWISS).

Les frais généraux légèrement en hausse de 4,59% passent de 1 044 808 787 FCFA en 2009 à 1 092 784 979 FCFA en 2010. Cette augmentation est imputable aux charges engagées dans le cadre du règlement de certains sinistres.

Les charges de personnel ont également connu une baisse de 9,71% dans la période et passent de 969 734 792 FCFA en 2009 à 875 596 805 FCFA.

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 15 563 725 555 FCFA et représentent le montant des dotations retenues à l'issue de la revue du portefeuille de garantie sur la base, entre autres, des nouvelles dispositions admises par le Conseil Régional d'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Le résultat de l'exercice 2010 est bénéficiaire de 7 312 509 475 FCFA contre une perte de 4 044 948 756 FCFA enregistrée en 2009 et résulte de la conjugaison de tous les facteurs précités.

Le résultat obtenu en 2010 reflète les efforts de maîtrise de charges effectués par la Direction Générale, suite à la mise en œuvre des différents axes contenus dans le plan de redressement à court terme. Cet effort combiné aux résultats des travaux d'assainissement du portefeuille de garantie a permis d'enregistrer un bénéfice net de 7 312 509 475 FCFA dont l'avantage est d'améliorer les fonds propres de l'Institution.

4.2.7 Vérification interne et externe

L'audit interne et externe a concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises.

4.2.7.1 Audit interne et contrôle de gestion

Conformément aux orientations générales du Plan de Redressement à Court Terme (2010-2011), l'audit et le contrôle au cours de l'année 2010, ont concerné l'ensemble des activités.

Alors que le contrôle de gestion a porté essentiellement sur la vérification à priori des opérations effectuées au cours de l'exercice, les différents audits effectués ont permis de corriger les dysfonctionnements et d'améliorer les procédures existantes.

4.2.7.2 Vérification externe

Le Cabinet Mariam BAH de la République du Mali, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers 2010.





ANNEXE

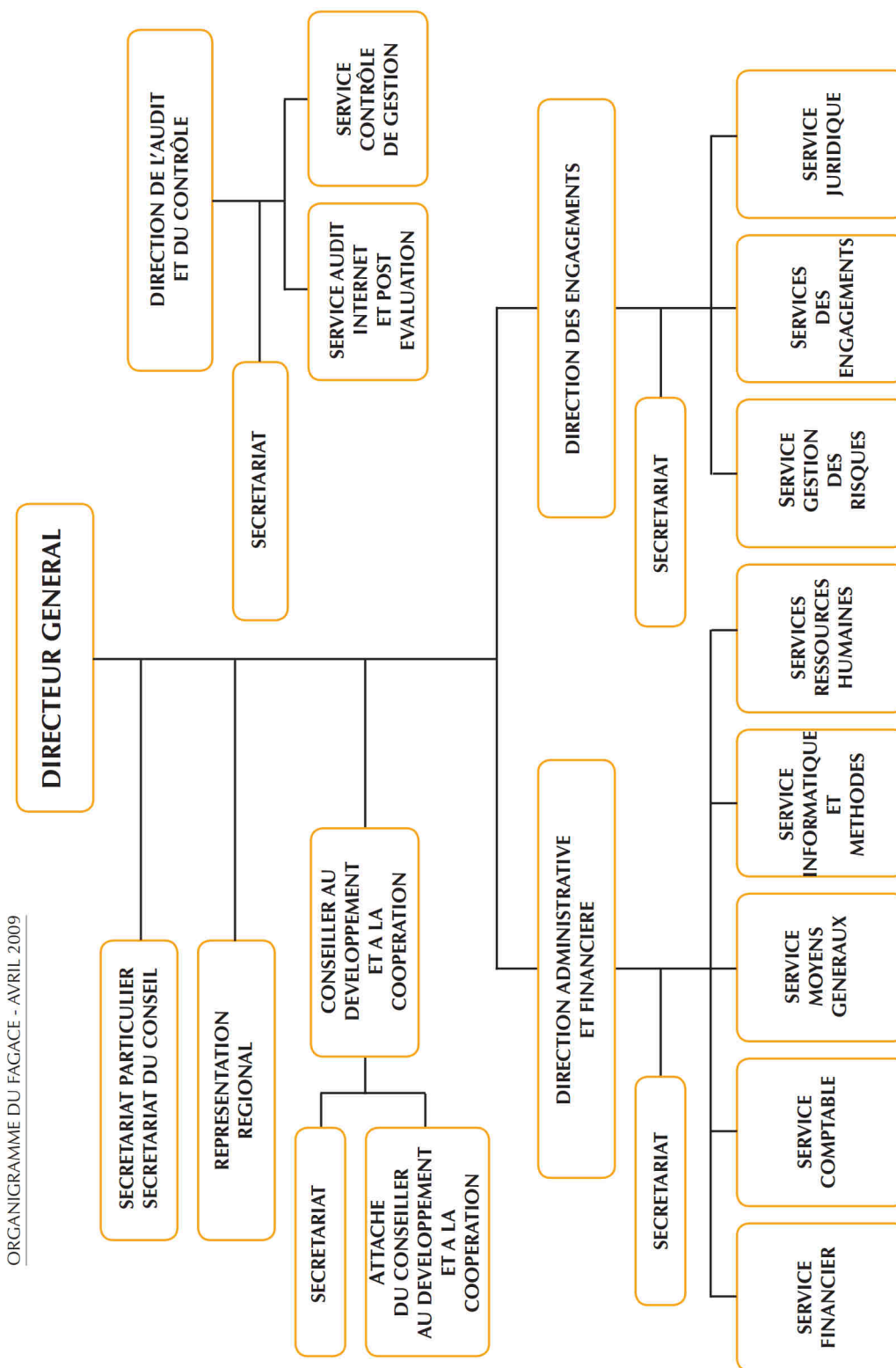
- 5.1.** ORGANIGRAMME
- 5.2.** BILAN DES INTERVENTIONS
- 5.3.** BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT
- 5.4.** LETTRE DE CERTIFICATION DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES





5. Annexes

5.1. Organigramme



Annexes

5.2. Bilan des interventions

ENGAGEMENTS HORS BILAN (AU 31 DÉCEMBRE 2010)		
	MONTANTS NETS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	73 084 710 000	59 753 930 000
D'ordre d'établissements de crédit		
Aval Prêt A.F.D. à C.E.B.	1 001 470 000	569 330 000
Aval Prêt BOAD à IBCG	1 087 300 000	0
Aval Prêt PROPARCO à SHB	293 470 000	0
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1	416 040 000	416 040 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2	728 140 000	856 820 000
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM	120 000 000	120 000 000
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST	110 200 000	110 200 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC	987 430 000	658 210 000
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE	350 000 000	175 000 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM	567 940 000	141 990 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS	35 000 000	35 000 000
Aval Prêt BOAD à ONATEL	698 900 000	279 560 000
Aval Prêt BIBE à FSG	209 970 000	209 970 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG	160 000 000	140 030 000
Aval Prêt CBAO à @LINK	99 040 000	99 040 000
Aval Prêt BST à ICOTAF	466 290 000	466 290 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC CAP DES BICH/90KV	2 609 160 000	1 684 940 000
Aval Prêt Emprunt CEB	2 000 000 000	1 000 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB /NEPA	1 524 310 000	1 105 920 000
Aval Prêt BOAD à RNET	1 594 980 000	1 197 780 000
Aval Prêt BOAD à OPT	2 271 290 000	2 776 370 000
Aval Prêt BOAD/CREDIT LYONNAIS à PCCI	1 363 260 000	1 011 760 000
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC	867 260 000	1 044 670 000
Aval Prêt CBAO à SONES	955 110 000	413 960 000
Aval Prêt ECOBANK à EROH	185 850 000	185 850 000
Aval Prêt BOAD à SBEE	238 060 000	144 310 000
Aval Prêt BSIC à SOFITEX	92 730 000	0
Aval Prêt BACI à CAFACI	400 000 000	325 520 000
Aval Prêt BACI à CIN	335 080 000	335 080 000
Aval Prêt BOAD à SOTELMA	666 900 000	166 720 000
Aval Prêt BOAD à SONITEL	2 513 460 000	2 475 680 000
Aval Prêt ECOBANK NIGER à CELTER NIGER	281 250 000	0
Aval Prêt Emprunt PORT AUTONOME DAKAR	181 820 000	0
Aval Prêt BID à ATLANTIQUE TELECOM	2 341 930 000	3 279 780 000
Aval Prêt Emprunt CEB	2 000 000 000	0
Aval Prêt SGBBE/BSIC-B à CCEC	8 400 000	0
Aval Prêt Emprunt SIFCA	750 000 000	375 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SALMEX INT SA	505 310 000	505 240 000

Annexes

ENGAGEMENTS HORS BILAN (SUITE ET FIN)

	MONTANTS NETS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
Aval Prêt ECOBANK/BOA à AIT	513 340 000	513 340 000
Aval Prêt Pool Bancaire à AIT	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt BOA /COFIPA à CAFACI	577 920 000	577 920 000
Aval Prêt Banque Locale à ICAR AGRO NEGOCE	328 320 000	328 320 000
Aval Prêt BACI-ECOBANK à AGRIMEX	47 720 000	47 720 000
Aval Prêt BFA-ECOBANK CI à SIDEPA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt CBC à SPM	475 800 000	0
Aval Prêt BTCI à SONIPA	2 100 000 000	2 100 000 000
Aval Prêt SGBBE/BOAD à MEDIA CONTACT	650 110 000	650 110 000
Aval Prêt BFA à Permis de conduire INTERFLEX	378 350 000	378 850 000
Aval Prêt OMNIFINANCE à CFOA	1 037 870 000	1 037 870 000
Aval Prêt BIS à KNDY	41 240 000	41 240 000
Aval Prêt SGBS à CORFITEX	452 540 000	452 540 000
Aval Prêt FORTIS BANQUE à PONT METALLIQUE	799 940 000	739 560 000
Aval Prêt Emprunt ONATEL	3 078 000 000	1 094 220 000
Aval Prêt ECOBANK Sénégal. à SENETEL	41 430 000	41 430 000
Aval Prêt BTCI à AIT	1 000 000 000	1 000 000 000
Aval Prêt VERSUS BANK/BFA/BNI à CONDICAF	2 027 050 000	2 098 050 000
Aval Prêt Emprunt MATFORCE	240 000 000	80 000 000
Aval Prêt BDEAC à GSA	722 500 000	722 500 000
Aval Prêt ARILAND FIRST BANK à GSA		808 880 000
Aval Prêt BDEAC/UBC à BIOPHARMA	439 150 000	686 680 000
Aval Prêt BST à DAKAR THON	151 670 000	46 670 000
Aval Prêt BOAD/BICIAB/BIB/BCB à GARE ROUTIERE DE MARCHANDISES	1 409 070 000	1 085 410 000
Aval Prêt Emprunt SEMA	1 773 000 000	1 182 000 000
Aval Prêt BIA à HOTEL TENERE	217 740 000	233 490 000
Aval Prêt CBCA/BICA/BPMC à UNITEC BENIN	131 810 000	131 810 000
Aval Prêt Emprunt TOGO TELECOM	2 500 000 000	2 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK à ISOCEL	120 000 000	73 580 000
Aval Prêt BDEAC/CBCA à TELECEL CENTRAFRIQUE	1 289 430 000	983 410 000
Aval Prêt BACI/Pool Bancaire à CAFACI	2 481 590 000	3 308 790 000
Aval Prêt BACI OMNIFINANCE à INTERFLEX	1 309 790 000	1 309 790 000
Aval Prêt ECOBANK à COPALCI	500 000 000	500 000 000
Aval Prêt BSIC/BOA à CEMA	366 270 000	418 320 000
Aval Prêt BANQUES à TROPICA (DAFANI)	545 620 000	450 450 000
Aval Prêt Emprunt NESKO	330 000 000	220 000 000
Aval Prêt Emprunt SIR 2	3 133 830 000	1 880 140 000
Aval Prêt Emprunt SOFITEX	1 171 660 000	749 630 000
Aval Prêt Emprunt SAFCA	875 000 000	241 720 000
Aval Prêt BOAD à SCG	2 809 600 000	2 809 480 000
Aval Prêt BSIC à OBOUF		365 160 000
Aval Prêt SGBS à PETROLEX		58 790 000

Annexes

5.3. Bilan et compte de résultat

(en FCFA)

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	1 158 885 190	2 004 179 651
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	446 274 847	535 155 270
A terme	204 193 016	204 320 186
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturation		
TITRES DE PLACEMENT	484 395 767	463 440 784
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 134 452 974	1 720 522 612
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	272 148 426	222 148 428
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	141 074 189	28 135 759
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 653 316 840	1 193 595 670
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	86 307 846 906	85 306 398 906
Capital appelé non libéré	18 097 799 020	
Capital sujet à appel	67 226 574 300	
AUTRES ACTIFS	7 724 331 295	9 136 046 879
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	193 449 777	57 032 665
TOTAL DE L'ACTIF	100 720 369 227	100 870 976 810

Annexes

(en FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
DETTES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	1 865 878 991	1 129 487 033
A terme		
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	3 800 000 000	3 800 000 000
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	714 112 433	875 089 911
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 025 770 957	1 010 651 198
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17 687 983 745	11 116 616 092
PROVISIONS REGLEMENTEES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CAPITAL	100 000 000 000	100 000 000 000
Capital appelé libéré	14 175 626 680	
Capital appelé non libéré	18 097 799 020	
Capital sujet à appel	67 726 574 300	
PRIMES LIEES AU CAPITAL	100 000 000	100 000 000
RESERVES	2 063 462 066	2 063 462 066
ECARTS DE REEVALUATION	2 344 555 864	2 344 555 864
REPORT A NOUVEAU	-24 836 446 073	-28 881 394 829
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 044 948 756	7 312 509 475
TOTAL DU PASSIF	100 720 369 227	100 870 976 810

Annexes

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
CHARGES		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre Autres intérêts et charges assimilées	696 045 605	414 660 629
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS		
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES Charges sur titres de placement Charges sur opérations de change Charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
ACHATS DE MARCHANDISES		
STOCKS VENDUS		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION Frais de personnel Autres frais généraux	969 734 792 1 044 808 787	875 596 805 1 092 784 979
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	3 351 682 425	15 563 725 555
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	222 406 077	157 328 708
IMPOT SUR LE BENEFICE		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 044 948 756	7 312 509 475
T O T A L	2 239 728 930	25 416 606 151

Annexes

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2009 (PM)	Exercice 2010
PRODUITS		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle Autres intérêts et produits assimilés	278 039 118	154 412 902
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	1 584 609 051	1 385 652 596
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES Produits sur titres de placement Dividendes et produits assimilés Produits sur opérations de change Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		540 481 094
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		23 146 608 825
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	361 951 145	130 590 626
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	15 129 616	58 860 108
RESULTAT DE L'EXERCICE		
TOTAL	2 239 728 930	25 416 606 151





Annexes

5.4. Lettre de certification du Commissaire aux comptes

**I- RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS
AU 31 DECEMBRE 2010**



Annexes

Cabinet Mariame BAH

Avenue Cheick ZAYED
Rue 415 – Immeuble Modi DIAWARA
B.P. : 3060
BAMAKO - MALI

**FONDS AFRICAÏN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE
(FAGACE)**

Etablissement Public International à caractère Economique et financier
Au Capital de Francs CFA 100 000 000 000
B.P. : 2045 RP – COTONOU
République du Bénin

**Rapport du Commissaire aux Comptes
Exercice Clos le 31 Décembre 2010****Messieurs les Membres du Conseil d'Administration du FAGACE,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision du Conseil des Gouverneurs du **FAGACE**, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2010 sur:

- L'audit des états financiers du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlements en vigueur;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers comprenant le bilan au 31 Décembre 2010, ainsi que le compte de résultat, l'état des produits et des charges comptabilisés pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives (A à P) y afférentes, ont été préparés sous la responsabilité de la Direction Générale conformément aux politiques comptables qui y sont énoncés aux fins de soumettre des comptes audités et approuvés au Conseil d'Administration en application des dispositions de l'article 27 du règlement financier du Fonds.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'exercice professionnel d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.



Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fournir une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous certifions que les états financiers au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2010 sont, au regard des règles et des principes comptables applicables, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FAGACE à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes concernant les points suivants :

- La note B.2.6 « Règles de provisions » mentionne que le Fonds a procédé à un changement de méthodes d'évaluation de provision.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons mis en œuvre les contrôles permettant d'en vérifier le caractère raisonnable.

- La note B.2.7 « Présentation de l'information financière » mentionne le référentiel comptable actuellement en vigueur et selon lequel les états financiers de l'exercice 2010 sont présentés et, est en cours de migration dans le cadre de restructuration du système d'informations du Fonds.
- La note N « Ressources propres » mentionne que les souscriptions des pays membres au capital du Fonds respectent les critères requis pour être classés dans les capitaux propres et que les ressources propres non grevées du FAGACE répondent aux exigences minimales de fonds propres définies par les dispositions de l'article 9 du règlement Financier du FAGACE relatif à sa solvabilité.


Nous avons mis en œuvre les contrôles permettant de vérifier que cette note fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des états financiers, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

2 - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé, conformément aux normes d'usage professionnel aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport de la Direction Générale et dans les documents adressés aux membres du Conseil d'Administration, sur la situation financière et les états financiers.



Fait à Bamako, le 26 Mai 2011

Expert comptable Dipômé
Commissaire aux Comptes



BAH Mariame SANOKO







FAGACE

2010 FONDS AFRICAIN DE GARANTIE
ET DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
Rapport Annuel

ORGANISME PUBLIC INTERNATIONAL
01 BP 2045 RP - COTONOU - Fax (229) 21.30.02.84
Tél. (229) 21.30.03.76 / 21.30.08.77
Email : fagace@intnet.bj
Site internet : www.le-fagace.org
FAGACE - Rapport annuel 2010
